

# LE TEMPS

---

Entretien Vendredi 07 janvier 2011

## «Les cantons ont besoin des dividendes de la Banque nationale suisse»

Par Yelmarc Roulet

**«Touche pas à nos dividendes». C'est le message des cantons au président de la Banque nationale, Philipp Hildebrand. En soutenant l'euro face au franc, la BNS fait fondre ses réserves, et les cantons refusent d'en être les victimes. La réaction du grand argentier vaudois Pascal Broulis**

La Banque nationale suisse (BNS) distribue chaque année à ses actionnaires 2,5 milliards de francs, dont les deux tiers reviennent aux cantons. Mais cette manne, à laquelle les pouvoirs publics se sont habitués, est menacée. Une déclaration de Thomas Jordan, vice-président de la BNS, pour qui une réduction de la distribution annuelle «n'aurait rien d'étonnant au vu de la situation actuelle», inquiète le conseiller d'Etat vaudois Pascal Broulis, qui préside la Conférence des gouvernements cantonaux.

**Le Temps: Quelle est la gravité de la menace sur la distribution aux cantons des dividendes de la BNS?**

**Pascal Broulis:** La BNS confirmera sans doute en février la moins-value de 32 milliards de francs pour 2010, conséquence de sa politique de soutien à l'euro face au franc suisse. Selon les accords existants, un deuxième exercice de ce type et ce sera la fin du régime que nous connaissons. C'est très inquiétant pour les cantons aussi, qui touchent en tant qu'actionnaires les deux tiers des dividendes distribués.

**- Contestez-vous cette politique de soutien à l'euro?**

- Disons que nous nous posons des questions. Engager un soutien à hauteur d'une trentaine de milliards de francs pour voir l'euro où il en est, cela valait-il le coup? Ces milliards, c'est une force de frappe en moins pour la politique monétaire en 2011. Une variation d'un centime d'euro, c'est une variation d'un milliard pour la BNS. La Suisse a bien résisté à la crise, grâce au fédéralisme qui répartit les risques. Tout de même, c'est la première fois que nous avons une telle augmentation des prélèvements obligatoires, avec les assurances sociales et la TVA.

**- La politique de la BNS se justifie par l'aide aux exportations...**

- Vous aurez vu que d'autres, comme Nick Hayek, se posent aussi des questions. Je pense que la BNS a été trop vite trop interventionniste sur les marchés. L'influence que la politique monétaire d'un pays de 7 millions d'habitants, même riche, peut avoir sur le marché des changes international est minime.

**- Qu'allez-vous dire à M. Hildebrand, que vous rencontrerez prochainement avec la Conférence des directeurs cantonaux des finances?**

- Nous lui dirons que nous ne contestons pas son indépendance pour mener la politique monétaire de la BNS, mais qu'il a une responsabilité importante face aux cantons. Nous lui dirons que nous tenons à ces dividendes récurrents et que nous en avons besoin.

**- L'équilibre des comptes de nombreux cantons dépend en effet de ces retombées (voir infographie). Celles-ci ne constituent-elles pas un oreiller de paresse?**

- Non. Il est sain que les politiques budgétaires cantonales se basent sur plusieurs sources de financement. Les dividendes de la BNS en font partie, ce sont des rentrées récurrentes dont nous profitons légitimement. Depuis qu'ils ont confié il y a plus de cent ans à la Confédération la tâche d'émettre la monnaie, les cantons ont droit à un retour, comme compensation de cette perte de souveraineté.

**- On voit que les bénéfices de la BNS couvrent en moyenne 2% du budget des cantons...**

- C'est beaucoup! C'est 100 millions pour Genève, 150 pour Vaud, 200 pour Berne et 300 pour Zurich. Augmenter les revenus ou diminuer les prestations dans une telle mesure n'est pas facile. Ou alors faut-il que les cantons s'endettent pour 1,6 milliard de francs?

**- Existe-t-il un risque que les cantons doivent injecter des nouveaux capitaux dans la BNS?**

- Non, aucun. Nous ne sommes pas dans une situation de crise de la BNS. C'est sa politique exogène qui pose problème.

**- La convention entre la BNS et les cantons expire en 2017, elle devra donc de toute manière être renégociée...**

- Il est vrai que les cantons profitent depuis 2005 d'un dividende extraordinaire, provenant de la troisième opération de vente des réserves d'or. Les discussions sur la suite devraient débiter à la fin de cette année. L'intention des cantons est de défendre la stabilité: le dividende distribué par la BNS doit continuer de se situer, au moins jusqu'à 2017, autour de 2,5 milliards de francs, dont les deux tiers pour les cantons.

**- Seriez-vous favorable, comme Peter Bodenmann, à ce que le franc suisse soit lié à l'euro?**

- Ce serait largement prématuré, cela s'apparenterait à un jeu de poker. L'euro n'étant pas stabilisé, je vois mal qu'on ouvre un débat là-dessus. Mais 2011 va être une année d'observation très attentive sur les remèdes à apporter à la politique monétaire suisse.

**- Sur un autre front, les pressions européennes sur la fiscalité des cantons sont toujours d'actualité. A Genève, David Hiler est prêt à se passer de 350 millions de francs en revoyant à la baisse la fiscalité des entreprises suisses. Et vous dans le canton de Vaud?**

- Je ne ferai aucun commentaire sur le sujet, c'est le Département fédéral des finances qui mène les discussions avec l'Union européenne.

**- L'an dernier, vous préconisiez en vain une réforme de la péréquation fédérale favorable aux cantons urbains. La cause est-elle perdue?**

- Le Conseil fédéral a en effet décidé le statu quo pour la période 2011-2014. Cela dit, le débat est loin d'être clos. Je pense qu'on s'orientera vers une augmentation globale des fonds de solidarité, sans que les cantons de montagne soient lésés.